

Enquête Insee 2018 : une agression gratuite toutes les 44 secondes



Face à la violence gratuite, qui fait 2 000 victimes par jour et dont Macron et Darmanin se foutent éperdument, les Français abandonnés par l'État et la justice n'ont d'autre choix que de raser les murs ou risquer la mort.

Une étude de l'Insee de 2018 indiquait une violence gratuite toutes les 44 secondes, soit 2 000 agressions quotidiennes.

Frapper par haine et par cruauté, tel un barbare, une violence sauvage qui mène souvent à la mort, que l'État a toujours minimisée et que les médias occultent massivement.

Si l'État est responsable de ces crimes abominables, les médias en sont les complices, en orchestrant une omerta criminelle. Et quand le crime est dévoilé, c'est le nom de l'agresseur qui est caché.

« Pour ne pas compromettre ses chances de rester intact, il faut se soumettre, baisser les yeux, laisser passer devant soi dans une file d'attente, accepter l'humiliation », déclare le psychanalyste Maurice Berger.

Et ce dernier a malheureusement raison. 40 années de lâcheté et de trahisons des élites dirigeantes ont détruit le quotidien des Français, dont plusieurs millions d'entre eux vont travailler la peur au ventre, ou subissent une insupportable promiscuité avec des populations qui les détestent et les humilient.

Qui se soucie du sort des Français des banlieues sinistrées, qui n'ont pas la chance de pouvoir déménager ?

Finies les belles années, quand Italiens, Espagnols, Portugais et Français vivaient en parfaite harmonie et en toute sécurité dans des HLM flambant neuves.

Car la sinistre vérité est que parmi ceux qui nous imposent le « vivre-ensemble », pas un seul d'entre eux n'accepterait de vivre dans les cités pour y subir la loi de racailles.

À force de parler de **simples incivilités** pour des faits de plus en plus graves commis par des délinquants d'origine immigrée, nos dirigeants ont donné naissance à des monstres capables de tuer pour un regard ou une cigarette refusée.

Si la tolérance zéro asphyxie la délinquance, le laxisme judiciaire mène tôt ou tard au crime de sang. Nous y sommes et des pans entiers du pays subissent la loi des bandes.

Macron promettait 15 000 places de prison, aucune n'a vu le jour et il a au contraire libéré 15 000 détenus, mettant les citoyens en danger. Une trahison de plus.

Le massacre de Philippe Monguillot à Bayonne, la mort de Mélanie Lemée, jeune femme gendarme fauchée par un fuyard, le meurtre de Thomas Carbonnel poignardé par un détenu fraîchement libéré, ont fait la Une de la presse, mais on n'a vu aucun acteur, aucun chanteur, aucune personnalité venu s'associer à la marche blanche, comme le dit à juste titre Laurence de Charette dans le Figaro. Nos élites compatissent, mais de loin. Les familles brisées à jamais, ni le pouvoir, ni les élites s'en soucient.

Ce malheureux chauffeur de bus n'a ému nos dirigeants et nos médias que parce que les syndicats de chauffeurs se sont mis en grève.

Mais ni Philippe Monguillot, ni Mélanie Lemée, ni Thomas Carbonnel ne susciteront la même émotion nationale que celle exprimée en faveur de George Floyd ou Adama Traoré.

Pour nos médias, la mort de Thomas, de Philippe et celle de Mélanie sont des faits divers. Mais la mort d'Adama Traoré résulte des violences policières alors que toutes les expertises prouvent le contraire.

Car dans notre société multiculturelle, un père de famille massacré sans raison par des racailles émeut beaucoup moins nos bobos que deux délinquants issus de la diversité et bien connus des services de police. Nos inconditionnels de la diversité ne réalisent même pas qu'un jour pas si lointain, ils risquent de connaître le sort de Philippe Monguillot.

La barbarie, nous l'avons importée et malgré le tragique échec de l'intégration, nos frontières s'ouvrent toujours davantage.

Il n'existe plus de sanctuaire. Le Pays basque, longtemps épargné par la violence des bandes, est touché depuis quelques années. Les beaux quartiers vont inexorablement devenir aussi dangereux que les quartiers populaires, une évidence que nos élites refusent d'admettre.

Le dernier sanctuaire est la Corse, seule région où les citoyens n'accepteront jamais la loi des caïds, comme on l'a vu avec les événements de Sisco, où une famille d'origine marocaine avait cru pouvoir faire la loi sur la plage. Mais les villageois ne l'ont pas entendu de cette oreille... **En Corse, les immigrés ne sont pas chez eux, ils sont tolérés.**

À force de faire de nos délinquants d'éternels opprimés, de malheureux racisés, quels que soient leur méfaits, nos bien-pensants en ont fait des tueurs pour certains d'entre eux.

Nos ayatollahs du multiculturalisme ont ôté toute autorité aux enseignants et aux policiers, faisant de nos immigrés des rebelles de la société, avant de devenir des ennemis de la République.

Le résultat est sans appel. Minoritaires dans la société, les citoyens issus de la diversité sont majoritaires dans nos

prisons, malgré l'extrême clémence de nos juges qui n'emprisonnent qu'en dernier ressort.

De plus en plus de jeunes rejettent le « vivre-ensemble », considéré comme un acte de soumission à la République.

Et sans réponse pénale sévère dès la première incartade, notamment la suppression des allocations pour les mineurs, la violence ne peut que gagner tout le pays et faire exploser la criminalité.

« Les auteurs de ces crimes sont issus de l'immigration », nous dit Maurice Berger, soulignant « la violence interne de certaines cultures », où l'égalité homme/femme n'est pas reconnue, où les mariages forcés et la polygamie sont la norme.

Telle est la France multiculturelle paradisiaque de 2020. Et au rythme des arrivées, nous n'avons encore rien vu.

On comprend que les pays du groupe Visegrad refusent obstinément de subir le chaos racial qui règne à l'Ouest.

Je laisserai le dernier mot à **Brigitte Bardot**, la seule personnalité qui a le courage de dire une vérité que tout le monde connaît mais n'ose exprimer :

« Je suis épouvantée, je suis écœurée, je trouve qu'on est gouvernés par des lâches. Des soumis ! Des sans couilles ! On se laisse envahir par des populations qui n'ont rien à voir avec nous et qui sont d'une extrême violence, d'une extrême cruauté, très dangereux, très dangereux ! Vraiment soumis à une partie de la France qui maintenant n'appartient plus à la France. »

Tout est dit.

Jacques Guillemain